GLGL ECF0393 4 F 1380 FRA /AFP-YK15 Eco.-Int.-banque-Changes

La BCE sera vigilante face à une nouvelle baisse de l'euro, assure Trichet

(INTERVIEW)

PARIS, 6 avr (AFP) - Le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a averti mardi, dans une interview à l'AFP, que la parité de l'euro vis-à-vis du dollar "est proche du niveau auquel il est important que la Banque centrale européenne manifeste sa vigilance". Il a réfuté les interprétations des marchés, selon lesquels les responsables de la BCE ont modifié le ton de leur discours en faveur d'une baisse des taux d'intérêt.

Voici le texte de l'interview:

Question: A deux jours de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE, les observateurs discernent un changement de ton dans le discours de la Banque centrale européenne (BCE) en faveur d'une politique monétaire plus accommodante. Est-ce justifié ?

Jean-Claude Trichet: Je ne vois pas de changement de ton dans le discours des différents membres de la banque centrale européenne. En revanche, j'ai vu un léger changement de perception par les observateurs, qui ont noté une évolution moins favorable qu'on ne le pensait dans un certain nombre d'économies européennes.

Le fond des choses est qu'il y a en ce moment en Europe deux paradoxes: il a un très bon niveau de confiance des consommateurs, en moyenne, dans toute 'Europe et un niveau de confiance des entrepreneurs qui est insuffisant. Le second paradoxe, c'est qu'il y a une croissance quelque peu décevante et en revanche un dynamisme tout à fait marqué de l'économie monétaire. Les agrégats monétaires et notamment la masse monétaire M3, que nous suivons plus particulièrement, croît au rythme 5,2% en février, ce qui est plus dynamique que la référence que nous avons retenue pour 1999 qui est de 4,5%. La masse monétaire M1 (billets et dépôts à vue) croît autour de 12%, ce qui ne semble pas souligner un manque de liquidité. Et, ce qui est également extrêmement important pour le secteur productif privé, les crédits bancaires au secteur privé dans la zone euro croissent en février au taux de 9,3%.

La politique monétaire ce n'est pas une science mais un art et c'est précisément parce que c'est un art que nous devons procéder à une synthèse aussi approfondie et pertinente que possible sur la base de données très complexes.

Si nous négligeons l'observation de la croissance aujourd'hui et que nous nous concentrons exclusivement sur l'économie financière nous pouvons manquer de pertinence dans notre appréciation sur les signes inflationnistes à venir. En revanche, si nous ne regardons que le niveau de croissance aujourd'hui, en oubliant l'économie financière, nous pourrions commettre l'erreur inverse.

Q: Le niveau de l'euro vous paraît-il trop faible ?

Jean-Claude Trichet: Nous ne poursuivons pas un objectif de change, mais ous devons prouver que dans le moyen-long terme l'euro garde très bien sa valeur, si possible mieux que les autres. C'est comme cela que nous pourrons préserver nos bas taux d'intérêt à long terme de marché. Il y a donc un moment où il est légitime qu'une banque centrale, qui n'a pas d'objectif de change, manifeste néanmoins sa vigilance. Nous ne sommes pas éloignés du niveau auquel il est important que nous manifestions notre vigilance.

La BCE regarde très attentivement ce qui se passe et n'entend certainement pas être négligente quand à la valeur de la monnaie.

Elle poursuit une stratégie de monnaie solide, stable, forte, inspirant confiance. Tout investisseur qui ferait l'hypothèse que la BCE ne suit pas avec beaucoup d'attention les évolutions sur les marchés des changes commettrait une erreur.

Une partie de ce que l'on a observé ces derniers mois (la baisse de l'euro face au dollar NDLR) s'explique par le fait que nous avons eu, jusqu'à présent, une croissance très dynamique aux Etats-Unis et une révision en baisse des données concernant l'économie européenne. La comparaison, par le marché mondial des capitaux, des cycles économiques a poussé le dollar en haut et l'euro plutôt en bas.

Je crois qu'il faut le dire très clairement, on ne peut pas donner le meilleur environnement financier et de bas taux d'intérêt à long et à moyen terme aux Européens, pour favoriser la croissance et la création d'emplois, on n'a pas un euro qui inspire confiance.

Q: La situation au Kosovo peut-elle entamer la confiance dans l'euro et la confiance des ménages, qui est le moteur actuel de la croissance ?

Jean-Claude Trichet: Je ne crois pas personnellement que les événements du Kosovo aient eu jusqu'à présent une grande influence, ni sur les marchés des changes, ni sur la confiance d'une manière générale, en Europe. Dans un univers qui reste nécessairement tourmenté, il me semble que c'est précisément l'une des responsabilités des institutions monétaires que d'être les pôles de stabilité, qui inspirent confiance et qui poursuivent leur tâche de manière aussi sereine et déterminée que possible.

Q: Vous avez jugé à plusieurs reprises que les gouvernements européens ne réduisaient pas assez leurs déficits. Avez-vous toujours ce sentiment ?

Jean-Claude Trichet: Nous observons partout en Europe une certaine fatigue à ajuster les finances publiques. On a parfois tendance dans toute l'Europe, peut-être un peu trop, à croire que la dépense publique et les déficits publics sont favorables à la croissance et à l'emploi. Notre perception de banquiers centraux est, au contraire, que c'est la réduction de la dépense et des déficits qui est favorable à la croissance et à la création d'emplois.

Q: Est-ce que le niveau actuel des déficits est un handicap pour l'économie et la croissance de la zone euro ?

Trichet: Nous ne croyons pas que c'est un handicap considérable, sinon nous serions amenés nous mêmes à ne pas confirmer la politique monétaire que nous avons poursuivie ces derniers mois. Mais je pense que c'est plutôt un manque à gagner et que nous pourrions être dans une situation un peu meilleure si l'ensemble des Européens étaient un peu plus résolus dans la réduction des dépenses.

Q: Partagez vous l'avis des économistes qui prévoient un rebond de la croissance au deuxième semestre ?

Jean-Claude Trichet: Un consensus d'experts s'accorde à dire qu'après un ralentissement au premier trimestre et peut-être au premier semestre, on assistera à un rebond dans la deuxième partie de l'année. Nous verrons bien. De son côté, la BCE peut contribuer à un environnement plus favorable, en préservant, en renforçant et en consolidant la confiance que manifestent, pour le moment les épargnants dans notre monnaie unique européenne, et en préservant ces bas taux d'intérêt de marché à moyen et à long terme qui constituent objectivement un élément très favorable.

Q: Comment voyez-vous l'évolution des prix dans la zone euro ?

Jean Claude Trichet: La question des prix est assez complexe. Il y a trois raisons essentielles pour lesquelles les prix sont bas: l'intensification de la concurrence liée à la mondialisation et au grand marché unique européen, les progrès de la technologie et donc de la productivité et la baisse des prix des matière premières et du pétrole.

prix des matière premières et du pétrole.

Il faut se garder d'être trop simpliste dans l'appréciation de ce qui se passe. Les progrès de productivité vont continuer, singulièrement en Europe, qui est un peu en retard sur l'utilisation des technologies nouvelles et intensification de la concurrence va demeurer. En revanche, la part de la ible inflation due à la baisse des prix du pétrole et des matières premières pourrait bien s'interrompre. Il n'est pas impossible que nous voyions l'indice des prix à la consommation évoluer de manière un peu plus rapidement dans la période à venir.

Q: Est-ce que les récentes hausses salariales en Europe sont excessives ?

Jean-Claude Trichet: Les banques centrales considèrent que la bonne manière de distribuer du pouvoir d'achat consiste à avoir des hausses de salaire modérées et une inflation basse. C'est ce qui permet à la fois de distribuer du pouvoir d'achat, de préserver la compétitivité de l'économie et d'avoir de bas taux d'intérêt de marché. Tout cela est bon pour la croissance pour la création d'emplois et pour la lutte contre le chômage et pour toutes ces raisons nous sommes tout à fait favorables à la modération salariale". em-vog/jlt/ang

.....